

UN COMMERCE PROSPÈRE ET RESPONSABLE POUR LE CANADA

EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA

**Rapport financier trimestriel
au 31 mars 2020**

Non audité



TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion

Aperçu	2
Sommaire des résultats financiers	5
Déclaration de responsabilité de la direction	7

États financiers consolidés résumés

État consolidé résumé de la situation financière.....	8
État consolidé résumé du résultat global.....	9
État consolidé résumé des variations des capitaux propres	10
Tableau consolidé résumé des flux de trésorerie	11
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés	12
Note 1. Méthodes comptables significatives	12
Note 2. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes	13
Note 3. Passifs au titre des primes et des sinistres	16
Note 4. Passifs éventuels.....	17
Note 5. Capitaux propres	17
Note 6. Juste valeur des instruments financiers.....	17
Note 7. Risques liés aux instruments financiers	19
Note 8. Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net	20
Note 9. Charges liées aux sinistres	20
Note 10. Autres (produits) ou charges.....	20
Note 11. Charges administratives	21
Note 12. Transactions entre parties liées	21

Avertissement à l'égard des déclarations prospectives

Le présent document contient des projections et d'autres déclarations prospectives à l'égard d'événements futurs. De par leur nature, ces déclarations se fondent sur des hypothèses et sont assujetties à des incertitudes et à des risques inhérents. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives.



APERÇU

Exportation et développement Canada (EDC) est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada. Son mandat est non seulement de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du Canada d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international, mais aussi de fournir du financement d'une manière qui reflète les priorités du Canada en matière de développement international. EDC offre des produits d'assurance, des services de financement, des produits de cautionnement, des solutions aux petites entreprises et des outils de gestion du risque de crédit en ligne. Ses clients sont des exportateurs et des investisseurs canadiens, ainsi que leurs clients internationaux. Elle accorde une attention particulière aux petites et moyennes entreprises en concevant des outils qui leur permettront de réussir sur les marchés internationaux. EDC est une société d'État entièrement détenue par le gouvernement du Canada qui rend compte de ses activités au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international. Elle est financièrement autonome, ne reçoit aucun crédit parlementaire et génère son chiffre d'affaires principalement en percevant des intérêts sur ses prêts, des commissions sur ses produits de cautionnement et des primes sur ses produits d'assurance.

Depuis mars 2020, le gouvernement du Canada a annoncé un certain nombre de mesures qui augmenteront la capacité d'EDC à aider les entreprises canadiennes éprouvant des difficultés financières extrêmes à cause de la réaction mondiale au coronavirus 2019 (COVID-19) : le Programme de crédit aux entreprises (PCE) – qui devrait accroître le volume du financement commercial –, des programmes d'assurances s'appuyant sur notre gamme existante de solutions financières, et l'élargissement de notre mandat pour nous permettre de soutenir les institutions financières canadiennes offrant du financement et du crédit aux entreprises actives au pays et ainsi aider encore plus de sociétés canadiennes à obtenir le crédit dont elles ont besoin pour survivre à cette crise sans précédent. Le ministre des Finances est temporairement habilité à fixer la limite de capital et la limite pour le passif éventuel d'EDC, de même que la limite du Compte du Canada.

Conjoncture économique

Le premier trimestre de 2020 a durement éprouvé l'économie mondiale aux prises avec les répercussions de la pandémie de la COVID-19. Avant l'écllosion, on observait plusieurs avancées comme la phase 1 de l'accord commercial Chine–États-Unis, la ratification de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique, les progrès du Brexit et une amélioration des indicateurs économiques à haute fréquence.

Toutefois, la flambée épidémique en Chine a entraîné une détérioration inquiétante de la conjoncture qui a rapidement poussé de nombreux pays à adopter des mesures d'éloignement social, à imposer la fermeture de multiples commerces non essentiels et à restreindre les déplacements. Ces mesures vitales, qui ont lourdement freiné l'activité économique, ont eu vite fait de plonger l'économie mondiale dans le ralentissement le plus marqué et le plus généralisé depuis la Grande Dépression.

Mars marque aussi la rupture de l'accord OPEP+ : la Russie et l'Arabie saoudite ne parviennent pas à s'entendre sur la réduction de la production de pétrole. Il en a résulté une forte augmentation de l'offre, parallèlement au recul de la demande, ce qui a entraîné une dégringolade d'environ 60 % des cours mondiaux durant le trimestre. Au fil de la crise économique et sanitaire, on a assisté à d'importantes corrections des marchés boursiers, à un accroissement de la volatilité et à une détérioration marquée de la confiance des consommateurs et des entreprises.

Les diverses banques centrales ont agi de manière rapide et décisive pour compenser les conséquences des fermetures à l'échelle mondiale. Emboîtant le pas à la Réserve fédérale américaine, beaucoup des plus grandes banques centrales du système économique mondial ont assoupli leur politique monétaire en abaissant leurs taux directeurs effectifs à leur valeur plancher et adopté des mesures d'assouplissement quantitatif. Les gouvernements ont autorisé des mesures de relance budgétaire inédites pour soutenir le marché du travail et les entreprises. Par exemple, les États-Unis ont débloqué 2 200 milliards de dollars américains pour répondre aux demandes d'assurance-emploi, qui ont atteint des sommets jamais vus de plus de 6 millions par semaine.

Poussés par la conjoncture, les clients d'EDC ont commencé à utiliser leurs facilités de crédit renouvelables pour maintenir leurs liquidités, à hauteur de 2,7 milliards de dollars durant la deuxième moitié de mars, contribuant ainsi à la hausse globale de notre solde de prêts bruts. En prévision d'une augmentation de la demande de crédit à court terme, la limite d'emprunt à court terme d'EDC a été augmentée et 4,8 milliards de dollars se sont ajoutés à sa position en titres négociables pour accroître ses liquidités. De plus, le total de son compte de correction de valeur pour pertes sur prêts s'est accru de 118 % pour passer à 2,2 milliards de dollars; les augmentations les plus importantes concernent les secteurs du pétrole et du gaz naturel (262 millions), de l'aéronautique (241 millions) et du transport de surface (202 millions). Étant donné que les cotes de crédit actuelles ne tiennent pas compte de la crise de la COVID-19, nous avons établi un modèle de gestion particulier pour notre portefeuille. Ce modèle, issu de calculs qui tiennent compte de tous les secteurs du portefeuille pouvant souffrir de la situation, abaisse la cote de crédit en fonction l'information très limitée disponible au moment de l'établissement des états financiers.

Gestion des risques

Du fait de nos activités, nous sommes exposés à un large éventail de risques, notamment d'ordre stratégique, financier et opérationnel. Nous gérons les risques à l'aide d'une structure de gouvernance constituée de trois lignes de maîtrise qui privilégie une supervision et un contrôle centralisés, équilibrés et stricts des risques, avec une obligation redditionnelle et des responsabilités d'appropriation du risque clairement établies au sein du personnel en contact direct avec les clients. Cette structure fait en sorte que l'appétit pour le risque est transmis en cascade à l'échelle de la Société; elle établit aussi des forums constituant pour la haute direction un cadre propice pour dûment examiner, discuter et débattre les risques et en tenir compte dans les décisions à tous les échelons et pour toutes les fonctions de la Société. Cette structure nous permettra de continuer à gérer nos activités en dépit des risques accrus liés à la conjoncture actuelle et de l'élargissement de notre appétit pour le risque en réponse à la pandémie. Pour un examen plus approfondi de notre gestion des risques, consulter les pages 65 à 74 de notre Rapport annuel 2019. Pour des précisions sur les risques liés aux instruments financiers, voir la note 7 afférente aux états financiers ci-joints.

Incidence des fluctuations du cours du change sur les résultats financiers

Nos résultats libellés en devises sont influencés par les fluctuations du cours du change. Au premier trimestre de 2020, le dollar canadien s'est déprécié par rapport au dollar américain, atteignant 0,71 USD à la fin du trimestre, contre 0,77 USD à la fin du trimestre précédent. Cette dépréciation a donné lieu à une augmentation de la valeur de nos actifs et de nos passifs, qui sont principalement libellés en dollars américains et convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date de clôture. De plus, la valeur moyenne du dollar canadien au premier trimestre de 2020 a reculé par rapport au dollar américain, s'établissant à 0,74 USD, contre 0,75 USD au premier trimestre de 2019. Ce recul a eu un effet favorable sur nos résultats financiers, puisque les composantes du bénéfice net ainsi que les activités facilitées sont converties au taux de change moyen.

Activités facilitées

Les activités de financement facilitées ont reculé de 39 % par rapport à la période correspondante en 2019 en raison surtout d'une baisse de 49 % des prêts directs dans le secteur des mines et celui du pétrole et du gaz naturel.

Les activités facilitées au titre de notre groupe de produits de garantie pour le commerce international ont bondi de 51%, ce qui est principalement attribuable aux secteurs minier et du transport de surface.

Les activités facilitées au sein de notre groupe de produits d'assurance d'institution financière ont chuté de 24 % par rapport à la période correspondante de 2019 à cause d'une demande accrue de la part d'un titulaire de police existant.

	Trimestres clos le	
	31 mars	31 mars
(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Activités facilitées		
Prêts directs	2 354	4 644
Financement de projet	859	909
Garanties de prêts	379	331
Placements	47	59
Total du financement et des placements	3 639	5 943
Assurance crédit	14 633	14 863
Assurance d'institution financière	1 840	2 432
Garanties pour le commerce international	2 158	1 432
Assurance risques politiques	219	218
Total des assurances	18 850	18 945
Total des activités facilitées	22 489 \$	24 888 \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS

Performance financière

		Trimestres clos le	
	31 mars	31 mars	31 mars 2020
(en millions de dollars canadiens)	2020	2019	Plan d'entreprise
Produits du financement et des placements, montant net	302	314	311
Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net ⁽¹⁾	65	64	64
Profits ou (pertes) réalisés ⁽²⁾	43	(1)	(1)
Produits des activités ordinaires, montant net	410	377	374
Charges administratives	126	131	130
Provisions pour pertes de crédit	1 154	24	201
Charges liées aux sinistres	20	57	50
Résultat avant les pertes latentes	(890)	165	(7)
Pertes latentes sur instruments financiers ⁽²⁾	24	106	-
Bénéfice (perte) net	(914)	59	(7)
Autres éléments du résultat global	(120)	56	8
Résultat global	(1 034) \$	115 \$	1 \$

⁽¹⁾ Y compris les commissions de garantie de prêt

⁽²⁾ Comptabilisés dans les autres (produits) ou charges de l'état consolidé résumé du résultat global.

Faits saillants du trimestre

Nous avons enregistré une **perte nette** de 914 millions de dollars au premier trimestre de 2020, contre un **bénéfice net** de 59 millions en 2019. Cette baisse est principalement attribuable à la hausse des besoins en matière de provisions pour prêts.

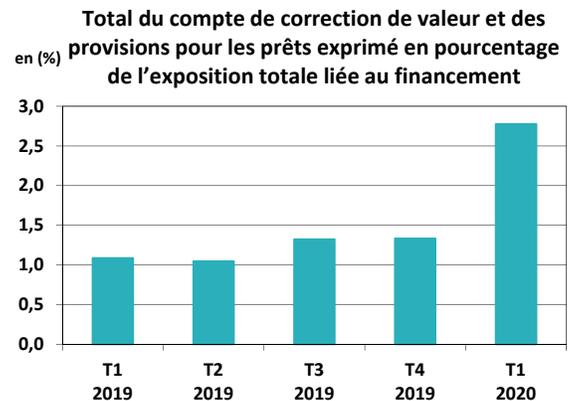
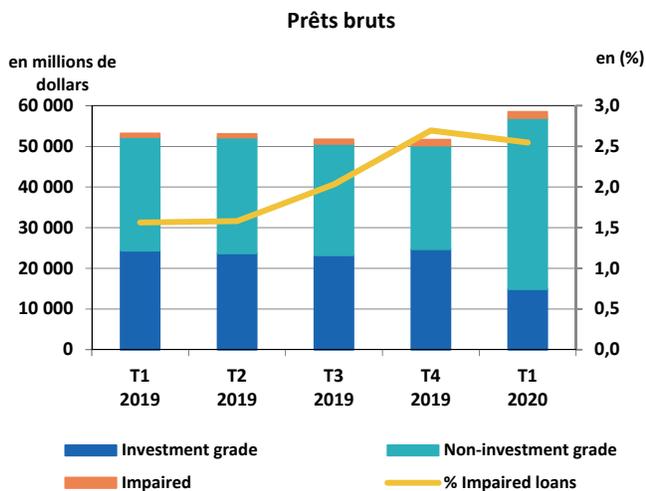
Les **provisions pour pertes de crédit** de 1,2 milliard de dollars au premier trimestre de 2020 sont principalement attribuables à la détérioration de la qualité du crédit dans notre portefeuille découlant de l'incertitude économique associée à la pandémie de COVID-19. Les augmentations les plus importantes touchant le compte de correction de valeur et des provisions concernent les secteurs du pétrole et du gaz naturel (262 millions), de l'aéronautique (241 millions) et du transport de surface (202 millions).

Nous avons enregistré des **profits réalisés** de 43 millions de dollars au premier trimestre de 2020, surtout grâce aux gains de nos portefeuilles de titres négociables et de placements.

Les **autres éléments du résultat global correspondent à une perte** de 120 millions de dollars après la réévaluation des actifs et des obligations au titre des prestations de retraite. Les pertes de réévaluation découlant du rendement négatif des actifs du régime ont été atténuées en partie par une augmentation du taux d'actualisation des obligations au titre des prestations de retraite.

Situation financière

	31 mars 2020	31 déc. 2019	31 mars 2020 Plan d'entreprise
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>			
Total des actifs	76 640	64 572	63 704
Total des passifs	67 918	54 816	52 345
Capitaux propres	8 722	9 756	11 359
Prêts bruts	58 410	51 601	51 664
Total du compte de correction de valeur et des provisions – portefeuille de prêts	2 230	1 020	1 248
Total du compte de correction de valeur et des provisions – portefeuille d'assurances	290	270	213



Le total des actifs est en hausse de 12,1 milliards de dollars comparativement à décembre 2019 et de 12,9 milliards de dollars par rapport aux projections du Plan d'entreprise, surtout en raison de l'augmentation des prêts bruts attribuable aux prêts déboursés nets totalisant 4,0 milliards de dollars, au solde accru de titres négociables détenus en prévision des besoins de trésorerie à court terme et à l'écart de change. Le solde de prêts déboursés nets de 4 milliards de dollars découle en partie du recours accru aux facilités de crédit renouvelables à la fin du trimestre.

L'augmentation de la provision pour le portefeuille de prêts comparativement à décembre 2019 et aux projections du Plan d'entreprise est surtout due à la période d'incertitude économique actuelle liée à la pandémie de COVID-19.

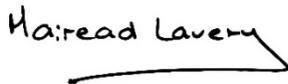
Exprimés en pourcentage des prêts bruts, les prêts dépréciés ont augmenté depuis le deuxième trimestre de 2019 en raison principalement de l'ajout de deux débiteurs du secteur de l'aéronautique (335 millions de dollars) et de trois débiteurs en Turquie (234 millions de dollars) dans la deuxième moitié de 2019.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés résumés trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* prescrite par le Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille également à la concordance entre toutes les autres informations appropriées contenues dans ce rapport financier trimestriel et celles contenues dans les états financiers consolidés résumés trimestriels.

Les présents états financiers consolidés résumés trimestriels n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen par un auditeur externe.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés résumés trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les périodes présentées dans ces états financiers.



Mairead Lavery
Présidente et chef de la direction



Ken Kember
Premier vice-président et chef de la direction financière

Ottawa, Canada
30 avril 2020

Exportation et développement canada

États financiers consolidés résumés

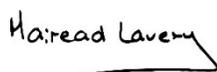
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	31 mars 2020	31 déc. 2019
Actifs			
Trésorerie		360	176
Titres négociables		15 588	10 754
Instruments dérivés		1 676	668
Prêts	2	58 416	51 565
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	2	(2 010)	(930)
Placements		1 736	1 627
Quote-part des réassureurs dans les passifs au titre des primes et des sinistres	3	110	120
Autres actifs		489	221
Actifs au titre des prestations de retraite		-	88
Immobilisations corporelles		43	43
Immobilisations incorporelles		101	108
Actifs liés aux droits d'utilisation		131	132
Total des actifs		76 640 \$	64 572 \$
Passifs et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et autres crédits		765	117
Emprunts		63 249	52 404
Instruments dérivés		2 702	1 269
Passifs au titre de contrats de location		158	159
Obligations au titre des prestations de retraite		239	210
Provision pour pertes sur engagements de prêts	2	70	10
Passifs au titre des primes et des sinistres	3	520	500
Garanties de prêts	2	215	147
Total des passifs		67 918	54 816
<i>Engagements de financement (note 2) et passifs éventuels (note 4).</i>			
Capitaux propres			
Capital social	5	1 333	1 333
Résultats non distribués		7 389	8 423
Total des capitaux propres		8 722	9 756
Total des passifs et des capitaux propres		76 640 \$	64 572 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

La publication de ces états financiers a été approuvée par le Conseil d'administration le 30 avril 2020.


Robert S. McLeese
Administrateur

Mairead Lavery
Administratrice

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Trimestres clos le	
		31 mars 2020	31 mars 2019
Produits du financement et des investissements			
Prêt		518	589
Titres négociables		57	69
Placements		1	1
Total des produits du financement et des placements		576	659
Charges d'intérêts		268	338
Charges de financement		6	7
Produits du financement et des placements, montant net		302	314
Commissions de garantie de prêt		13	13
Primes d'assurance et commissions de garantie		61	61
Cession en réassurance		(9)	(10)
Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net	8	52	51
Autres (produits) ou charges	10	(19)	107
Charges administratives	11	126	131
Résultat avant la dotation au compte de correction de valeur et aux provisions et avant les charges liées aux sinistres		260	140
Provisions pour pertes de crédit	2	1 154	24
Charges liées aux sinistres	9	20	57
Bénéfice (perte) net		(914)	59
Autres éléments du résultat global			
Réévaluation des régimes de prestations de retraite		(120)	56
Résultat global		(1 034) \$	115 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Trimestres clos le	
		31 mars 2020	31 mars 2019
Capital social	5	1 333	1 333
Résultats non distribués			
Solde à l'ouverture de la période		8 423	9 012
Ajustement lors de la transition à l'IFRS 16		-	(1)
Solde révisé à l'ouverture de la période		8 423	9 011
Bénéfice (perte) net		(914)	59
Autres éléments du résultat global			
Réévaluation des régimes de prestations de retraite		(120)	56
Dividende payé	5	-	(1,010)
Solde à la clôture de la période		7 389	8 116
Total des capitaux propres à la clôture de la période		8 722 \$	9 449 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE*(en millions de dollars canadiens)*

	Trimestres clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice (perte) net	(914)	59
Ajustements pour déterminer les entrées ou (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		
Provisions pour pertes de crédit	1 154	24
Variation de la provision nette pour sinistres sur assurances	(1)	(276)
Dotations aux amortissements	11	10
(Profits) réalisées	(50)	(1)
Variation des actifs et des passifs d'exploitation		
Variation des intérêts courus et des commissions sur prêts	(56)	(50)
Variation des intérêts courus et de la juste valeur des titres négociables	(242)	(66)
Variation des intérêts courus et de la juste valeur des emprunts	456	266
Variation de la juste valeur des placements	38	(13)
Variation des instruments dérivés	(186)	(203)
Autres	254	(122)
Déversements sur les prêts	(8 289)	(4 635)
Remboursements sur les prêts et recouvrements de principal résultant de la vente de prêts	4 274	4 993
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	(3 551)	(14)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Déversements sur les placements	(103)	(76)
Encaissements sur les placements	53	35
Achats de titres négociables	(1 885)	(2 083)
Ventes ou arrivées à échéance de titres négociables	2 603	2 564
Achats d'immobilisations corporelles	(2)	-
Achats d'immobilisations incorporelles	(1)	(7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	665	433
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission d'instruments d'emprunt à long terme	6 210	6 967
Remboursement d'emprunts à long terme	(5 802)	(3 433)
Émission d'instruments d'emprunt à court terme	15 045	3 590
Remboursement d'instruments d'emprunt à court terme	(8 459)	(6 618)
Déversements pour la vente ou l'arrivée à échéance d'instruments dérivés	(18)	(80)
Encaissements sur la vente ou l'arrivée à échéance d'instruments dérivés	51	-
Dividende payé	-	(1 010)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	7 027	(584)
Effet des fluctuations du cours du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	223	(57)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	4 364	(222)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
À l'ouverture de la période	1 285	2 944
À la clôture de la période	5 649 \$	2 722 \$
Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :		
Trésorerie	360	213
Équivalents de trésorerie inclus dans les titres négociables	5 289	2 509
	5 649 \$	2 722 \$
Intérêts en trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts payés en trésorerie	303 \$	360 \$
Intérêts reçus en trésorerie	485 \$	555 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés

1. Méthodes comptables significatives

Mode de présentation

Nos états financiers consolidés résumés sont conformes à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* prescrite par le Conseil du Trésor du Canada.

À moins d'indication contraire ci-après, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés utilisent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul qui ont été appliquées à nos états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 déc. 2019. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2019, notes annexes comprises, qui figurent aux pages 91 à 141 de notre Rapport annuel 2019.

Méthode de consolidation

Nos états financiers consolidés tiennent compte des actifs, des passifs, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de nos filiales entièrement détenues et de ceux des entités structurées consolidées conformément à *IFRS 10, États financiers consolidés*. Les transactions et les soldes intragroupes ont été éliminés.

Application de normes internationales d'information financière, nouvelles ou révisées

- a) **Nouvelles normes, modifications et interprétations adoptées au cours de l'exercice**
Les normes qui suivent, publiées par l'IASB, ont été adoptées au cours de l'exercice.

IAS 1, Présentation des états financiers et IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs – En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1 et d'IAS 8 concernant la définition de l'« importance relative ». Les modifications clarifient la définition de « significatif », expliquent comment la définition doit être appliquée et améliorent les explications qui accompagnent la définition. Les modifications assurent aussi l'uniformité de la définition dans toutes les IFRS. Entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2020, elles n'ont pas entraîné des changements aux états financiers consolidés.

Cadre conceptuel de l'information financière – En mars 2018, l'IASB a publié un Cadre conceptuel révisé. Définissant les concepts fondamentaux de l'information financière, il vise à assurer l'uniformité dans les décisions relatives aux normes et le traitement des transactions de nature comparable, et ce, dans le but que soient fournies aux utilisateurs d'états financiers des informations utiles. Adopté le 1^{er} janvier 2020, le Cadre conceptuel n'a pas entraîné de changements aux états financiers consolidés.

- b) **Nouvelles normes, modifications et interprétations publiées, mais non encore entrées en vigueur**

IFRS 17, Contrats d'assurance – En mai 2017, l'IASB a publié la norme IFRS 17, qui contient des dispositions relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des contrats d'assurance, ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet. Aux termes de la norme, les entités doivent évaluer les passifs au titre des contrats selon les flux de trésorerie d'exécution actuels et les produits à comptabiliser en utilisant l'une des trois méthodes proposées. En mars 2020, l'IASB a voté en faveur d'un report de l'entrée en vigueur de l'IFRS 17 au 1^{er} janvier 2023. Cette norme concerne EDC de très près, et elle aura une incidence sur ses états financiers et les déclarations connexes. Toutefois, il est encore trop tôt pour estimer cette incidence avec un degré raisonnable de certitude.

Utilisation d'estimations et de jugements clés

La préparation des états financiers nécessite des estimations et des jugements clés. Le jugement est nécessaire pour choisir les méthodes comptables, et l'application de ces méthodes nécessite des estimations et des hypothèses qui permettront d'obtenir la valeur comptable à présenter au titre des actifs et des passifs. Les éléments pour lesquels la direction a fait appel à des estimations significatives et a exercé son jugement sont notamment les suivants : les provisions pour pertes sur prêts; les actifs détenus en vue de la vente; les passifs au titre des primes et des sinistres; les régimes de prestations de retraite; les instruments financiers évalués à la juste valeur. Se reporter à la page 94 du Rapport annuel 2019 pour plus de précisions.

2. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes sur créances

Prêts

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2020	31 déc. 2019
Prêts bruts	58 410	51 601
Créances au titre des intérêts et des commissions	291	242
Produits différés tirés des prêts et autres crédits	(285)	(278)
Total des prêts	58 416 \$	51 565 \$

Le tableau suivant montre l'évolution du portefeuille des prêts bruts au cours de la période :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	2020	2019
Solde au 1 ^{er} janvier	51 601	54 609
Déboursements	8 289	4 635
Remboursements de principal	(4 274)	(4 993)
Prêts sortis	(4)	(56)
Intérêts incorporés	4	4
Écart de change	2 794	(1 085)
Solde au 31 mars	58 410 \$	53 114 \$

Exposition et provisions par qualité de crédit

	Dépréciation non liée au crédit			Dépréciation liée au crédit		31 mars 2020	31 déc. 2019
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	\$	% du total	\$	% du total
Prêts bruts							
Première qualité*	7 972	6 938	-	14 910	25 %	24 740	48 %
Qualité inférieure	10 863	31 086	-	41 949	72 %	25 415	49 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	1 487	1 487	3 %	1 390	3 %
Dépréciation liée à l'émission d'un prêt	-	-	64	64	-	56	-
Prêts bruts	18 835	38 024	1 551	58 410	100 %	51 601	100 %
Compte de correction de valeur pour pertes	131	1 365	514	2 010		930	
Valeur comptable nette – prêts	18 704 \$	36 659 \$	1 037 \$	56 400 \$		50 671 \$	
Engagements de prêts							
Première qualité*	1 779	2 084	-	3 863	26 %	10 758	60 %
Qualité inférieure	3 759	7 196	-	10 955	74 %	7 134	40 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	69	69	-	73	-
Total des engagements de prêt	5 538 \$	9 280 \$	69 \$	14 887 \$	100 %	17 965 \$	100 %
Compte de correction de valeur pour pertes	7	63	-	70		10	
Garanties de prêts							
Première qualité*	108	455	-	563	16 %	584	16 %
Qualité inférieure	1 425	1 539	-	2 964	82 %	2 893	82 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	77	77	2 %	75	2 %
Total des garanties de prêt	1 533 \$	1 994 \$	77 \$	3 604 \$	100 %	3 552 \$	100 %
Compte de correction de valeur pour pertes	20	76	54	150		80	

* Les prêts de première qualité sont ceux dont les emprunteurs ont obtenu une cote BBB- ou supérieure selon notre méthode d'évaluation interne du risque de crédit. Les expositions présentées ne tiennent pas compte de l'application des stratégies d'atténuation des risques.

Compte de correction de valeur pour pertes

Les opérations sur le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts, ainsi que sur les provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts, au 31 mars et pour le trimestre clos à cette date, se présentent comme suit :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2020				31 mars 2019			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts								
Solde à l'ouverture de la période	156	294	480	930	110	353	357	820
Dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)								
Transfert vers la phase 1	2	(2)	-	-	7	(7)	-	-
Transfert vers la phase 2	(110)	110	-	-	(3)	3	-	-
Transfert vers la phase 3	-	-	-	-	-	(8)	8	-
Réévaluations	63	863	14	940	(15)	(21)	55	19
Nouveaux montages	16	61	7	84	6	-	-	6
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(3)	16	(9)	4	(6)	(6)	-	(12)
Total de la dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)	(32)	1 048	12	1 028	(11)	(39)	63	13
Radiations	-	-	(3)	(3)	-	4	(50)	(46)
Écart de change	7	23	25	55	(2)	(7)	(8)	(17)
Solde à la clôture de la période	131	1 365	514	2 010	97	311	362	770
Provision pour pertes sur engagements de prêts								
Solde à l'ouverture de la période	9	-	1	10	8	12	-	20
Dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)								
Transfert vers la phase 1	-	-	-	-	1	(1)	-	-
Transfert vers la phase 2	(8)	8	-	-	-	-	-	-
Réévaluations	1	54	1	56	(1)	(5)	16	10
Nouveaux montages	5	-	-	5	1	-	-	1
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	-	-	(2)	(2)	-	(1)	-	(1)
Total de la dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)	(2)	62	(1)	59	1	(7)	16	10
Écart de change	-	1	-	1	-	-	-	-
Solde à la clôture de la période	7	63	-	70	9	5	16	30
Provision pour pertes sur garanties de prêts								
Solde à l'ouverture de la période	19	7	54	80	11	24	45	80
Dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)								
Transfert vers la phase 1	3	(3)	-	-	3	(3)	-	-
Transfert vers la phase 2	(15)	15	-	-	(1)	1	-	-
Réévaluations	1	66	10	77	(8)	(1)	12	3
Nouveaux montages	9	4	-	13	5	-	-	5
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	3	(14)	(12)	(23)	-	(1)	(6)	(7)
Total de la dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)	1	68	(2)	67	(1)	(4)	6	1
Écart de change	-	1	2	3	-	(1)	-	(1)
Solde à la clôture de la période	20	76	54	150	10	19	51	80
Total du compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et des provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts	158 \$	1 504 \$	568 \$	2 230 \$	116 \$	335 \$	429 \$	880 \$

Engagements de financement

Le tableau suivant présente les engagements de financement en cours, ventilés par catégorie.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2020	31 déc. 2019
Engagements de prêts signés	14 887	17 965
Lettres d'offre	3 381	3 320
Lignes de crédit confirmées, mais non encore attribuées	164	158
Total des engagements de financement	18 432 \$	21 443 \$

3. Passifs au titre des primes et des sinistres

Les passifs au titre des primes et des sinistres découlant de nos groupes de produits d'assurance crédit, d'assurance d'institution financière, de garanties pour le commerce international et d'assurance risques politiques s'établissaient comme suit :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2020			31 déc. 2019		
	Assurances	Réassurance	Passif net	Assurances	Réassurance	Passif net
Assurance crédit	230	(10)	220	230	(10)	220
Assurance d'institution financière	10	-	10	10	-	10
Garantie pour le commerce international	70	-	70	60	-	60
Assurance risques politiques	210	(100)	110	200	(110)	90
Total	520 \$	(110) \$	410 \$	500 \$	(120) \$	380 \$

Les passifs au titre des primes et des sinistres se décomposent comme suit :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2020	31 déc. 2019
Primes d'assurance différées	150	140
Provision pour sinistres sur assurances	370	360
Total des passifs au titre des primes et des sinistres	520	500
Quote-part des réassureurs dans la provision pour sinistres sur assurances	(80)	(90)
Primes de réassurance payées d'avance	(30)	(30)
Quote-part des réassureurs dans les passifs au titre des primes et des sinistres	(110)	(120)
Passif net au titre des primes et des sinistres	410 \$	380 \$

4. Passifs éventuels

Comme il est indiqué à la page 92 du Rapport annuel 2019, la *Loi sur le développement des exportations* nous impose un plafond à l'égard de nos passifs éventuels. Ce plafond a été accru le 25 mars 2020 pour s'établir à 90 milliards comparativement à 45,0 milliards de dollars. Notre position par rapport à cette limite s'établit à 29,6 milliards de dollars au 31 mars 2020 (27,2 milliards au 31 décembre 2019).

5. Capitaux propres

Le capital social autorisé d'EDC a été accru, le 25 mars 2020, pour s'établir à 6,0 milliards de dollars, soit 60 millions d'actions, comparativement à 3,0 milliards de dollars, soit 30 millions d'actions. Les actions ont une valeur nominale de 100 \$ chacune. Au 31 mars 2020, le nombre d'actions émises et entièrement libérées est de 13,3 millions de dollars (13,3 millions en 2019). Le 3 avril 2020, EDC a reçu 1,7 milliard de dollars en immobilisations contre 16,7 millions d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune.

Aucun dividende n'a été versé au gouvernement du Canada au premier trimestre de 2020 (1 010 millions en 2019).

6. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur représente notre estimation du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou qui serait payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Pour une description détaillée de nos contrôles, politiques et techniques d'évaluation concernant la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter à la note 20 de la page 125 du Rapport annuel 2019.

Comme pour toute estimation, l'impossibilité de prévoir l'avenir entraîne un élément d'incertitude. Lorsqu'il s'agit d'estimer la juste valeur de nos instruments financiers, l'incertitude est amplifiée par le nombre élevé d'hypothèses utilisées et la vaste gamme des techniques d'évaluation acceptables. L'estimation de la juste valeur se fonde sur les conditions du marché à un moment donné et peut donc ne pas refléter les conditions du marché à une date ultérieure. Par conséquent, la juste valeur estimée des instruments financiers décrits ci-dessous ne correspondrait pas nécessairement à leur valeur réelle si les instruments étaient échangés sur le marché.

Les modèles d'évaluation de la juste valeur de certains instruments de placement utilisent des données estimées d'une manière compatible avec les pratiques de l'industrie, qui ne peuvent être observées directement sur le marché. Les méthodes et valeurs dérivées de ces modèles au premier trimestre de 2020 demeurent relativement inchangées par rapport à celles présentées dans le Rapport annuel 2019.

Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau suivant donne la hiérarchie des justes valeurs des instruments financiers selon que les données retenues pour l'évaluation sont observables ou non.

- *Niveau 1* – La juste valeur est fondée sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

	31 mars 2020						31 déc. 2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur comptable
Actifs										
Prêts productifs à taux fixe	-	12 257	1 473	13 730	14 893	-	14 117	72	14 189	14 038
Prêts productifs à taux variable	-	35 393	2 187	37 580	40 614	-	35 512	738	36 250	35 760
Total des prêts productifs	-	47 650	3 660	51 310	55 507	-	49 629	810	50 439	49 798
Prêts dépréciés	-	903	-	903	903	-	838	-	838	838
Prêts et créances au titre des										
intérêts et des commissions	-	48 553	3 660	52 213	56 410	-	50 467	810	51 277	50 636
Titres négociables	6 408	9 180	-	15 588	15 588	6 562	4 192	-	10 754	10 754
Instruments dérivés	-	1 676	-	1 676	1 676	-	668	-	668	668
Placements	3	-	1 733	1 736	1 736	5	-	1 622	1 627	1 627
Autres actifs	439	22	25	486	489	170	23	25	218	221
Passifs										
Dettes fournisseurs et autres crédits	745	22	-	767	765	98	22	-	120	117
Emprunts	-	63 383	-	63 383	63 249	-	52 422	-	52 422	52 404
Instruments dérivés	-	2 702	-	2 702	2 702	-	1 269	-	1 269	1 269
Garanties de prêts	-	194	-	194	215	-	113	-	113	147

Un changement dans la méthode d'évaluation peut entraîner des transferts vers ou depuis les niveaux 1, 2 et 3. Au cours des trois premiers mois de 2020, aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux.

Le tableau suivant présente un rapprochement, entre le début de l'exercice et la fin du premier trimestre de 2020, des justes valeurs de niveau 3 des instruments financiers inscrits à la juste valeur.

	31 mars 2020		
	Autres actifs	Placements	Total
Solde à l'ouverture de l'exercice	25	1 622	1 647
Diminution des autres actifs	(2)	-	(2)
Profits (pertes) latents comptabilisés en autres (produits) ou charges	-	(37)	(37)
Achat d'actifs et émission d'instruments d'emprunt	-	103	103
Remboursement de capital	-	(30)	(30)
Écart de change	2	75	77
Solde à la clôture de la période	25 \$	1 733 \$	1 758 \$
Total des profits ou (pertes) des trois premiers mois de 2020, porté au résultat global au titre des instruments détenus à la clôture du trimestre	(2) \$	(13) \$	(15) \$

7. Risques liés aux instruments financiers

Les principaux risques que nous courons du fait de détenir des instruments financiers sont les risques de crédit, de marché et d'illiquidité. Pour avoir une description détaillée de nos objectifs, politiques et procédés de gestion des risques liés aux instruments financiers, se reporter au rapport de gestion (pages 68 à 73) du Rapport annuel 2019, ainsi qu'aux notes portant sur nos instruments dérivés et nos instruments d'emprunt (pages 114 à 116).

Risque de crédit

Par risque de crédit, on entend les risques de pertes découlant du non-respect par une contrepartie de ses obligations financières. Nous nous exposons à des risques de crédit en raison des instruments financiers présents dans notre programme de prêts et nos activités de trésorerie.

Concentration du risque de crédit

Le tableau suivant donne une ventilation, par pays où se situe le risque, du montant maximal de notre exposition au risque de crédit inhérent aux instruments financiers. L'exposition comprend les prêts bruts, les garanties de prêts, les placements, les titres négociables, les actifs dérivés et la trésorerie. L'exposition à la concentration du risque de crédit présentée ci-après tient aussi compte de l'effet des accords de participation aux risques non capitalisés et de l'assurance défaut de remboursement de prêt, que nous utilisons pour atténuer le risque de crédit présent dans le portefeuille de prêts.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2020		31 déc. 2019	
	Exposition		Exposition	
Pays	\$	%	\$	%
États-Unis	21 859	27	18 310	27
Canada	12 820	16	9 265	14
Royaume-Uni	6 383	8	5 315	8
Inde	4 154	5	3 921	6
Chili	3 894	5	3 440	4
Autres	32 264	39	28 127	41
Total	81 374 \$	100	68 378 \$	100

Le tableau suivant indique la concentration du risque de crédit inhérent à nos instruments financiers par secteur industriel.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2020		31 déc. 2019	
	Exposition		Exposition	
Secteur industriel	\$	%	\$	%
Comptes commerciaux :				
Aéronautique	10 747	13	9 824	14
Institutions financières	10 844	13	6 839	10
Pétrole et gaz naturel	8 946	11	7 752	11
Transport de surface	8 337	10	6 766	10
Infrastructure et environnement	7 877	10	7 175	10
Exploitation minière	7 019	9	6 181	9
Technologies de l'information et des communications	6 760	8	5 939	9
Autres	7 826	10	7 198	11
Total des comptes commerciaux	68 356	84	57 674	84
Prêts souverains	13 018	16	10 704	16
Total	81 374 \$	100	68 378 \$	100

8. Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net

Le tableau suivant présente le montant net de nos primes d'assurance et de nos commissions de garantie comptabilisées en produits au titre de nos programmes d'assurance crédit, d'assurance d'institution financière, de garanties pour le commerce international et d'assurance risques politiques.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2020			31 mars 2019		
	Primes brutes	Réassurance	Primes nettes	Primes brutes	Réassurance	Primes nettes
Assurance crédit	29	(3)	26	28	(3)	25
Assurance d'institution financière	2	-	2	3	-	3
Garantie pour le commerce international	25	(3)	22	24	(3)	21
Assurance risques politiques	5	(3)	2	6	(4)	2
Total	61 \$	(9) \$	52 \$	61 \$	(10) \$	51 \$

9. Charges liées aux sinistres

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
Indemnités versées	20	336
Indemnités recouvrées	(2)	(7)
Diminution de la provision nette pour sinistres sur assurances	(1)	(276)
Diminution des indemnités recouvrables sur assurances	2	3
Frais de gestion de sinistres	1	1
Total des charges liées aux sinistres	20 \$	57 \$

10. Autres (produits) ou charges

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
(Profit) ou perte nette latent sur les prêts	454	251
(Profit) ou perte net réalisé et latent sur les titres négociables	(274)	(60)
(Profit) ou perte nette latent sur les dérivés	(213)	(72)
(Profit) ou perte net réalisé et latent sur les placements	16	(17)
(Gain) ou perte de change	8	2
Autre	(10)	3
Total des autres (produits) ou charges	(19) \$	107 \$

11. Charges administratives

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
Salaires et avantages sociaux	68	66
Prestations de retraite comptabilisées en charges	11	8
Autres avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat de travail comptabilisés en charges	4	3
Systèmes	10	10
Dotation aux amortissements	9	8
Services professionnels	6	9
Occupation	6	7
Marketing et communications	5	8
Voyages, accueil et conférences	2	2
Autres	5	10
Total des charges administratives	126 \$	131 \$

12. Transactions entre parties liées

Le gouvernement du Canada est l'unique actionnaire d'Exportation et développement Canada. Dans le cadre de nos activités normales, nous concluons des transactions avec d'autres ministères, organismes gouvernementaux et sociétés d'État, ainsi qu'avec notre régime de retraite, selon des conditions semblables à celles qui s'appliquent aux parties non liées.



MANDAT D'EDC

Soutenir et développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada et la capacité du pays à y participer et à profiter des débouchés offerts sur le marché international.

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document.

© Exportation et développement Canada, 2020.
Tous droits réservés.



Canada